

Burundi : le Parquet dément l'existence de fosses communes

@rib News, 10/03/2016 – Source AFP Le Procureur général burundais a démenti jeudi, après trois mois d'enquête, l'existence de fosses communes liées aux affrontements du 11 décembre au Burundi, contrairement aux allégations d'organisations de défense des droits de l'Homme. "Après enquête, aucune fosse commune n'a été découverte dans les endroits cités dans les rapports de certaines ONG", a déclaré Valentin Bagorikunda (photo), se basant sur les "conclusions" d'une commission d'enquête qu'il avait établie le 17 décembre.

Celle-ci avait été créée pour examiner les "allégations" portées par l'ONU et Amnesty International sur des exécutions extrajudiciaires et l'existence de fosses communes. En s'appuyant sur des photos satellites, l'organisation de défense des droits de l'Homme avait annoncé fin janvier au moins six fosses communes autour de la capitale Bujumbura. Selon Amnesty, ces fosses communes contiendraient les corps des personnes tuées dans la répression qui avait frappé les quartiers contestataires de Bujumbura au lendemain d'une attaque menée par des rebelles contre trois camps militaires le 11 décembre. Le procureur général burundais a en revanche affirmé qu'une fosse commune dans laquelle "les insurgés enterraient ceux qu'ils tuaient au cours de l'insurrection" avait été découverte le 29 février à Mutakura, un quartier contestataire du nord-ouest de Bujumbura. L'existence de cette fosse commune "n'avait pas été signalée dans les rapports de la ligue Iteka (une organisation locale de défense des droits de l'Homme, ndlr) ou d'Amnesty International", a-t-il déclaré. Le maire de la capitale, Freddy Mbonimpa, avait annoncé à l'AFP le jour-même la découverte de cette fosse commune, en affirmant que trois corps avaient été retrouvés et qu'elle pourrait en contenir une trentaine selon "un des tueurs arrêtés". M. Bagorikunda a également contesté que des exécutions extraordinaires aient eu lieu après les attaques du 11 décembre qui, selon son compte, ont débouché sur la mort de "79 combattants (rebelles, ndlr), 4 militaires et 4 policiers". "Les combattants tués dans les quartiers de Bujumbura étaient armés et portaient des uniformes militaires ou policiers", a-t-il assuré, suggérant ainsi qu'aucun civil n'avait été tué. photos d'une vingtaine de personnes, tuées par les forces de l'ordre selon des habitants, essentiellement dans le quartier de Nyakabiga (centre-est de Bujumbura), et toutes en tenue civile, avaient pourtant circulé sur les réseaux sociaux les 11 et le 12 décembre. Le Burundi est plongé depuis 10 mois dans une crise politique profonde, née de la volonté du président Pierre Nkurunziza de se maintenir au pouvoir pour un troisième mandat, qu'il a obtenu en juillet. Les violences, désormais armées, ont déjà fait plus de 400 morts et poussé plus de 240.000 personnes à quitter le pa